



Assemblée

Distr. générale
19 juin 2018
Français
Original : anglais

Vingt-quatrième session

Kingston, 2-27 juillet 2018

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

**Examen de demandes d'admission au statut d'observateur
présentées conformément au paragraphe 1, lettre e),
de l'article 82 du Règlement intérieur de l'Assemblée**

Demande d'admission au statut d'observateur présentée par Mining Standards International, conformément au paragraphe 1, lettre e), de l'article 82 du Règlement intérieur de l'Assemblée

Note du Secrétariat

1. Le 14 juin 2018, Mining Standards International a adressé au Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins une lettre de demande d'admission au statut d'observateur auprès de l'Assemblée de l'Autorité, comme le prévoit le paragraphe 1, lettre e), de l'article 82 du Règlement intérieur de l'Assemblée. Le texte de cette lettre et les renseignements complémentaires sont annexés à la présente note.
2. Le paragraphe 1, lettre e), de l'article 82 du Règlement intérieur dispose que les organisations non gouvernementales avec lesquelles le Secrétaire général a passé des accords conformément au paragraphe 1 de l'article 169 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et d'autres organisations non gouvernementales invitées par l'Assemblée qui ont manifesté leur intérêt pour les questions examinées par l'Assemblée peuvent participer aux travaux de cette dernière en tant qu'observateurs.
3. Les paragraphes 5 et 6 du même article disposent en outre que les observateurs visés au paragraphe 1, lettre e), précité peuvent siéger aux séances publiques de l'Assemblée et faire oralement, sur invitation du Président et avec l'approbation de l'Assemblée, des déclarations sur des questions entrant dans le cadre de leurs activités, et que les exposés écrits qu'ils présentent sur des questions relevant de leur compétence et ayant trait aux travaux de l'Assemblée sont distribués par le Secrétariat à concurrence du nombre d'exemplaires fournis et dans les langues dans lesquelles ils lui ont été remis.

* ISBA/24/A/L.1.



Annexe

Lettre datée du 14 juin 2018, adressée au Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins par l'Administrateur délégué de Mining Standards International

Mining Standards International est une entreprise ayant son siège en Australie qui s'emploie à promouvoir la responsabilisation et la transparence dans le secteur de l'extraction minière à l'échelle mondiale. Nous prions respectueusement l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins de lui accorder le statut d'observateur auprès de cette dernière, au titre du paragraphe 1, lettre e), de l'article 82 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

Mining Standards International a été constituée en 2015 pour concevoir un ensemble complet de mesures de résultats dans les domaines de la géologie, des opérations, de la durabilité, de la gouvernance et du financement, ainsi que pour entreprendre des évaluations indépendantes et intégrées sur la base des critères établis, l'objectif étant de mieux connaître l'activité des mines et des sociétés d'extraction à travers le monde. Nous avons établi un comité consultatif de renom, au sein duquel siègent l'ancien Ministre australien des affaires étrangères, Gareth Evans, l'ancien Président de la Commission permanente de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Greg Vickery, des chefs de file de l'industrie minière dans les domaines technique et opérationnel, dont Tony Filmer et Doug McTaggart.

Mining Standards International a travaillé en étroite collaboration avec des établissements universitaires réputés tels que le Sustainable Minerals Institute de l'Université du Queensland, l'Université de Newcastle et l'Université d'Australie-Occidentale. Elle a conseillé divers gouvernements, dont celui de l'Australie méridionale, au sujet d'un modèle de réforme du droit minier à l'image des pratiques optimales. Récemment, Mining Standards International a fourni un appui à Nauru Ocean Resources Inc., sous-traitant du Gouvernement de la République de Nauru, au sujet des différents codes de droit minier international et comparé qui pourraient présenter un intérêt pour le code minier que l'Autorité est en train de rédiger.

L'administrateur délégué de Mining Standards International, Robert Milbourne, est expert en droit minier et professeur adjoint à l'Université du Queensland, et membre du Sustainable Minerals Institute de celle-ci. Il enseigne le droit minier international et comparé depuis huit ans, dans le cadre de programmes universitaires en droit et de troisième cycle. Au cours des trois dernières années, il a donné des conférences à l'occasion du sommet ministériel de la conférence internationale sur les ressources et l'extraction minières, et a conseillé le Myanmar, l'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée sur des questions de droit minier. M. Milbourne a aussi par le passé conseillé Nautilus Minerals et DeepGreen Metals sur des questions de droit en matière d'exploitation des ressources minérales des fonds marins. Il a exercé pendant sept ans des fonctions de conseil dans le cabinet Vale, spécialisé en droit minier, puis durant une période équivalente en qualité d'associé au sein de deux cabinets d'avocats internationaux (Norton Rose Fulbright et K&L Gates). Si la présente demande est acceptée, M. Milbourne représenterait Mining Standards International.

Les principaux objectifs de Mining Standards International sont les suivants :

- Promouvoir et améliorer la connaissance des opérations minières selon des critères intégrés pour renforcer la confiance et les résultats dans l'industrie minière mondiale ;
- Conseiller les parties prenantes, notamment les pouvoirs publics et les entreprises, dans la mise au point d'innovations destinées à renforcer la gouvernance et la responsabilisation ;
- Mener des recherches sur l'évolution de la situation mondiale en ce qui concerne la réglementation et la gouvernance du secteur minier, et donner des conseils en la matière ;
- Collaborer avec les grands cabinets de conseil pour promouvoir la responsabilisation et les résultats grâce à des solutions novatrices.

Mining Standards International porte un vif intérêt aux travaux de l'Autorité internationale des fonds marins et souhaite devenir un observateur officiel pour les raisons suivantes :

- a) Elle finance des thèses de doctorat sur le droit minier international et la politique internationale y afférente à la faculté de droit de l'Université Griffith ;
- b) Ses principaux travaux sont directement liés à l'évolution des connaissances au sein de l'Autorité ;
- c) Ses clients participent à l'exploitation des ressources de la Zone ;
- d) Elle entend fournir des conseils indépendants en matière de droit minier international aux sous-traitants et aux États patronnants.

De plus amples informations figurent dans l'appendice. Mining Standards International estime pouvoir apporter un point de vue unique et précieux pour l'élaboration du code minier. En conséquence, je vous prie d'accueillir notre demande d'admission au statut d'observateur.

L'Administrateur délégué
Mining Standards International
(Signé) Robert **Milbourne**

Appendice

Renseignements communiqués à l'appui de la demande d'admission au statut d'observateur auprès de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins présentée par Mining Standards International

1. Nom de l'organisation

Mining Standards International

2. Adresse

18 Barker St., East Brisbane, Queensland, Australia, 4169

À l'attention de Robert Milbourne

Tél. : +61 447 50 02 90

Courriel : Robert.Milbourne@Mining-Standards.com

Site Web : www.mining-standards.com

3. Nom et qualités du principal représentant proposé

Robert Milbourne

Administrateur délégué, Mining Standards International

Doctorant, Faculté de droit, Université Griffith

Professeur adjoint, Université du Queensland

Membre, Sustainable Minerals Institute, Université du Queensland

4. Mission et objectifs de Mining Standards International

- Promouvoir et améliorer la connaissance des opérations minières selon des critères intégrés pour renforcer la confiance et les résultats dans l'industrie minière mondiale
- Conseiller les parties prenantes, notamment les pouvoirs publics et les entreprises, dans la conception d'innovations destinées à renforcer la gouvernance et la responsabilisation
- Mener des recherches sur l'évolution de la situation mondiale en ce qui concerne la réglementation et la gouvernance du secteur minier, et donner des conseils en la matière
- Collaborer avec les grands cabinets de conseil pour promouvoir la responsabilisation et les résultats grâce à des solutions novatrices

5. Historique

Mining Standards International a été constituée en décembre 2015. Elle mène des travaux de recherche-développement pour créer des plateformes innovantes en matière de responsabilisation et de transparence dans le secteur des ressources naturelles et effectue des missions de conseil pour les autorités publiques et les entreprises d'exploitation minière en Australie et ailleurs dans le monde. Elle bénéficie de l'appui de l'organisation de recherche la plus importante en Australie, l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth, ainsi que des gouvernements des États australiens, de parties prenantes internationales, telles que le Sustainable Development Programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de groupes de recherche industrielle tels que METS Ignited, Mining3 et le Sustainable

Minerals Institute de l'Université du Queensland, ainsi que d'universités, notamment cette dernière et celles d'Australie-Occidentale et de Newcastle.

6. Activités récentes

- Mining Standards International a fourni des conseils aux autorités de l'Australie méridionale concernant la réforme du droit minier en fonction des pratiques optimales.
- Elle a dirigé un consortium auquel ont pris part PricewaterhouseCoopers, SRK et PPB Advisory pour la présentation d'une soumission en vue de conseiller les autorités du Queensland sur l'examen et l'évaluation indépendants de toutes les activités minières de l'État.
- Elle a conseillé les parties prenantes concernant la restructuration à grande échelle d'une mine de nickel en Amérique du Sud.
- Elle a conseillé Nauru Ocean Resources Inc. sur des questions de réglementation concernant l'Autorité internationale des fonds marins.
- Elle dirige régulièrement des ateliers et des séminaires et rédige des notes explicatives à l'intention des parties prenantes de l'industrie extractive internationale, notamment lorsqu'elle est conviée au séminaire ministériel annuel de la conférence internationale sur les ressources et l'extraction minières et, plus récemment, en qualité d'expert à la conférence sur l'avenir de l'exploitation minière.

7. Mesure dans laquelle les objectifs de Mining Standards International concordent avec ceux de l'Autorité internationale des fonds marins et peuvent contribuer aux travaux de cette dernière

Mining Standards International a pour objectif de promouvoir et de réaliser des innovations en matière de responsabilisation et de transparence dans le secteur minier mondial. Elle coordonne la collaboration entre les entreprises du secteur, le milieu universitaire et les pouvoirs publics, et se charge également de mener des recherches universitaires en droit et de rédiger des notes explicatives à l'intention du public. Elle dispose de compétences uniques pour appréhender les éléments fondamentaux d'un code minier qui reflète les pratiques optimales et qui tient compte des intérêts de multiples parties prenantes.

8. Organisation

Mining Standards International est dotée d'un comité consultatif de renommée internationale auquel siègent, entre autres, Gareth Evans, ancien Ministre australien des affaires étrangères, Greg Vickery, ancien Président de la Commission permanente de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ; ceux-ci sont appuyés par une équipe qui réunit notamment Dan Hunt, le Directeur général du Département des ressources naturelles, des mines et de l'énergie du Queensland, soit celui qui, pour l'instant, a occupé le plus longtemps ces fonctions, et Tony Filmer, lequel exerce, auprès des sociétés Vale, Anglo American et Rio Tinto, ainsi que de l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth, entre autres, des fonctions élevées liées à la mise en œuvre de solutions et d'innovations qui soient à l'image des pratiques optimales en matière d'extraction.